

Le maire de New-York



Paris le 27 septembre 2024

Vers un Manhattan Gate ?

Le maire de New York, Eric Adams, a été inculpé pour corruption et financement illégal de sa campagne de 2021, en lien avec des intérêts turcs. Il est accusé d'avoir accepté des pots-de-vin et des contributions illégales, totalisant plus de 10 millions de dollars, ainsi que 100 000 dollars en cadeaux, provenant notamment d'un fonctionnaire turc. Adams aurait également reçu des cadeaux en nature, comme des voyages gratuits, et aurait été influencé par des pressions turques, notamment en refusant de reconnaître le génocide arménien.

L'accusation précise qu'en 2021, Adams a fait pression sur les autorités locales pour accélérer l'ouverture du consulat turc à Manhattan. Malgré ces accusations, le maire nie tout en bloc et refuse de démissionner, qualifiant les allégations de fausses. L'affaire pose des questions sur les relations entre la communauté arménienne de New York et les autorités, ainsi que sur l'influence turque dans ce scandale.

La Guerre des 44 jours : Bilan quatre ans après

La guerre des 44 jours, qui s'est déroulée du 27 septembre au 10 novembre 2020, a marqué un tournant tragique dans l'histoire moderne du Caucase du Sud. Ce conflit opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la région du Haut-Karabakh a laissé des séquelles profondes, tant sur les plans humain que géopolitique, quatre ans après.

Bilan humain : Pertes humaines massives

La guerre a causé des pertes humaines considérables du côté arménien. Selon les chiffres officiels, environ 4 000 soldats arméniens ont perdu la vie, auxquels s'ajoutent plusieurs centaines de civils. Le nombre de blessés est estimé à près de 10 000. (2908 morts azéris d'après List of the servicemen fallen Shehids in the Patriotic War [archive], Ministry of Defense of the Republic of Azerbaïdjan, 21 octobre 2021).

Les civils des deux côtés ont souffert de bombardements massifs, et des dizaines de milliers d'Arméniens ont été déplacés de leurs foyers dans le Haut-Karabakh, marquant un exode massif de cette région. En septembre 2023, l'Azerbaïdjan attaqua de nouveau et provoqua l'exil définitif des 120 000 Arméniens encore sur place et qui avaient subi 10 mois d'un blocus inhumain.

Conséquences géopolitiques : Une paix fragile et incertaine

Le cessez-le-feu, signé sous la médiation de la Russie le 10 novembre 2020, a laissé un goût amer à l'Arménie. Ce cessez-le-feu a entériné de facto une victoire militaire de l'Azerbaïdjan, qui a récupéré une grande partie des territoires de l'Artsakh (Haut-Karabakh) et des zones environnantes. En dépit de ce cessez-le-feu, la situation est restée extrêmement tendue. Des escarmouches sporadiques ont continué de se produire, et l'intégrité du cessez-le-feu fut fréquemment remise en question.

L'Artsakh (Haut-Karabakh) est resté sous un contrôle partiel des forces de maintien de la paix russes durant quelques mois, mais l'avenir de la région reste flou, avec des négociations de paix au point mort. Les revendications azéridjanaises et les aspirations arméniennes semblent irréconciliables, rendant tout processus de paix durable extrêmement difficile.

Comparaison avec d'autres conflits internationaux

Le conflit du Haut-Karabakh s'inscrit dans une tendance mondiale où les conflits ethniques et territoriaux sont souvent relégués au second plan sur la scène internationale. Comparé à d'autres conflits, comme celui de la Crimée ou du Donbass en Ukraine, la guerre des 44 jours a reçu relativement peu d'attention, malgré ses conséquences désastreuses pour l'Arménie et la région.

Cette relative indifférence internationale peut être comparée à la gestion d'autres conflits où des puissances majeures sont impliquées. Dans le cas de l'Arménie, la communauté internationale a échoué à imposer des sanctions significatives à l'Azerbaïdjan, contrairement à ce que l'on a pu voir avec la Russie lors de l'annexion de la Crimée. Cela s'explique en partie par la forte dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis des hydrocarbures azerbaïdjanais, ainsi que par l'influence croissante de la Turquie, alliée stratégique de Bakou, dans la région.

L'implication internationale et le rôle ambigu des puissances

La guerre des 44 jours a aussi révélé la passivité des grandes puissances occidentales, notamment les États-Unis et l'Union européenne, dans la résolution de ce conflit. Malgré les efforts diplomatiques initiaux, les puissances occidentales ont surtout laissé la Russie jouer le rôle de médiateur, renforçant ainsi l'influence russe dans la région du Caucase.

Cette situation contraste fortement avec d'autres conflits où la scène internationale s'est montrée plus proactive, comme au Moyen-Orient ou dans les Balkans, par exemple. La guerre en Syrie, en particulier, a vu une ingérence internationale massive, tandis que l'Arménie et le Haut-Karabakh sont restés largement isolés sur le plan diplomatique.

La COP29 à Bakou, un paradoxe environnemental et politique

Alors que les Arméniens se remettent péniblement des ravages de la guerre, une nouvelle bataille, plus symbolique, s'annonce : celle pour l'avenir du climat. La COP29, prévue pour se tenir à Bakou, en Azerbaïdjan, soulève des questions sur le choix du lieu. Bakou, capitale d'un pays fortement dépendant des énergies fossiles, accueillera cet événement mondial visant à trouver des solutions à la crise climatique. Cela soulève un paradoxe flagrant : comment une nation, qui tire sa puissance économique du pétrole et du gaz, peut-elle se poser en hôte d'un sommet censé limiter les énergies fossiles ?

Pour les Arméniens, cette décision résonne comme une nouvelle injustice. Le choix de Bakou, qui bénéficie de l'indifférence internationale malgré ses actions récentes dans la guerre, met en lumière les limites du système multilatéral en matière de justice climatique et géopolitique.

L'Arménie, en proie à une crise humanitaire et environnementale en raison du

conflit, regarde cette COP avec amertume, consciente que les enjeux environnementaux ne pourront être pleinement abordés sans une paix durable dans la région.

source : Armaras